

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0102-15J435/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

HAL-5-75068

Buyer ID - Id de l'acheteur

hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0102-15-J435

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

voir ci-joint

DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 INTRODUCTION
- 1.2 SOMMAIRE
- 1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 1.4 COMPTE RENDU

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

- 2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES
- 2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE
- 2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES
- 2.5 LOIS APPLICABLES

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

- 3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION
- 4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE
- 5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

- 6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE
- 6.3 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

- 7.1 OFFRE
- 7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES
- 7.5 RESPONSABLES
- 7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES
- 7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS
- 7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES
- 7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE
- 7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES
- 7.11 LIMITATION FINANCIÈRE
- 7.12 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS
- 7.13 ATTESTATIONS
- 7.14 LOIS APPLICABLES

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0102-15J435/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0102-15-J435

File No. - N° du dossier
HAL-5-75068

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

B CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX
- 7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 7.3 DURÉE DU CONTRAT
- 7.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES
- 7.5 PAIEMENT
- 7.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION
- 7.7 ASSURANCES OU EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE
- 7.8 CLAUSES DU *GUIDE DES CCUA*

ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES TRAVAUX

ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT

ANNEXE « C » LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

ANNEXE « D » FORMULAIRE DE RAPPORT DE L'OFFRE A COMMANDES

ANNEXE « E » EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

ANNEXE « F » INFORMATION REQUISE POUR L'ATTESTATION RELATIVE AU CODE DE CONDUITE

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

LES ANNEXES COMPRENNENT L'ÉNONCÉ DES TRAVAUX, BASE DE PAIEMENT, LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, FORMULAIRE DE RAPPORT DE L'OFFRE À COMMANDES, EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE, INFORMATION REQUISE POUR L'ATTESTATION RELATIVE AU CODE DE CONDUITE

1.2 Sommaire

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada au nom du ministère de la Défense nationale a un exigence d'un permanent individuelle et régionale offre de fournir la main-d'oeuvre, le matériel, les outils, l'équipement et la surveillance nécessaires pour fournir un service mobile de soudure au fur et à mesure des besoins à la 14e Escadre Greenwood, NS et sites satellites au Camp Aldershot, Kentville NS, Granville Range, Granville NS, et Armouries Middleton, NS.

Tous les travaux doivent être exécutés conformément à la déclaration de travail Travail no L-G111-9900 / 1042 et la spécification datée du 14/05/2015 et faisant partie de cet accord.

*La période pour les commandes subséquentes et services de rendu contre cette offre à commandes est **01 Novembre 2015 au 31 Octobre 2016**, avec l'option de prolongation de deux périodes de douze (12) mois supplémentaires.*

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document **2006 (2015-07-03)** Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document **2006**, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : **120 jours**

2.1.1 Prix et(ou) taux fermes

L'offrant doit proposer des prix, des taux fermes ou les deux qui s'appliqueront pour toute la période de l'offre à commandes.

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui() Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 5 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0102-15J435/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0102-15-J435

File No. - N° du dossier
HAL-5-75068

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en [Nouvelle-Écosse](#) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copie papier)

Section II : offre financière (1 copie papier)

Section III: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière conformément à l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiquée séparément.

3.1.1 Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____
Master Card _____

- b) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux offres ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les offres accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les offres reçues seront évaluées. Si des offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux offres recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des offres accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres offres reçues seront évaluées.

4.1.1 Évaluation technique

Il est obligatoire que les soumissionnaires proposer des prix fermes / taux pour tous les éléments figurant à l'annexe B, Base de paiement.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Clause du Guide des CCUA M0220T (2013-04-25), Évaluation du prix

4.2 Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix le plus bas évalué sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, l'offrant doit, selon le cas, présenter avec son offre le [Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offre à commandes, les offrants reconnaissent que seulement les offres accompagnées d'une certification que le service offert est un service canadien, tel que défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec l'offre aura pour conséquence que le service offert est considéré comme un service non canadien.

L'offrant atteste que:

() Le service offert est un service canadien tel que défini au paragraphe 2 de la clause [A3050T](#).

5.1.2.1.1 Clause du *Guide des CCUA* [A3050T](#) (2014-11-27), Définition du contenu canadien

5.1.3 Indemnisation des travailleurs

L'entrepreneur doit maintenir son compte en règle avec la Commission des accidents du travail provinciales ou territoriales applicables pour la durée du contrat

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms (Annexe F)

Les offrants constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une offre à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les offrants qui présentent une offre en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une offre comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les offrants qui présentent une offre à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Statut et disponibilité du personnel

L'offrant atteste que, s'il obtient une offre à commandes découlant de la demande d'offres à commandes, chaque individu proposé dans son offre sera disponible pour exécuter les travaux dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes, tel qu'exigé par le représentant du Canada, au moment indiqué dans la commande ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'offrant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0102-15J435/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0102-15-J435

File No. - N° du dossier
HAL-5-75068

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Si l'offrant a proposé un individu qui n'est pas un employé de l'offrant, l'offrant atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. L'offrant doit, sur demande du responsable de l'offre à commandes, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée à l'offrant ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

5.2.4 Certifications

Avant l'émission de l'offre à commandes l'entrepreneur doit soumettre toute identification de la soudeuse avec le ministère provincial du Travail.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées **avant l'émission de l'offre à commandes** :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

6.2 Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier d'assurance ou une compagnie d'assurance autorisée à exploiter au Canada indiquant que l'initiateur, si émis une offre à commandes à la suite de la demande d'offre à commandes, peut être assuré en conformité avec les exigences d'assurance spécifiées dans **annexe E**.

Si les informations ne sont pas fournies dans l'offre, l'offre à commandes en informera l'initiateur et l'offrant avec un laps de temps dans lequel pour répondre à l'exigence. Défaut de se conformer à la demande de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans cette période de temps l'offre sera jugée non recevable.

DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC N° W0102-15J435

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation **de vérification d'organisation désignée (VOD)** en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à **l'Annexe C**;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2015-07-03), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports (Annexe D)

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les *trimestres* au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du **01 Novembre 2015** au **31 Octobre 2016**.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période de **deux périodes de 12 mois supplémentaires**, sous les mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés conformément à la formule mentionnée dans l'offre permanente.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Nancy Dunphy
Titre : Agent d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0102-15J435/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0102-15-J435

File No. - N° du dossier
HAL-5-75068

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Adresse : 1713, Bedford Row, Halifax, NS B3J 3C9

Téléphone: 902-496-5481

Télécopieur: 902-496-5016

Courriel : nancy.dunphy@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : (Être déterminé)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

Renseignements généraux

Nom: _____
Titre: _____
Organisation: _____
Adresse: _____

Téléphone: ____ - ____ - ____
Télécopieur: ____ - ____ - ____

Courriel : _____

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :

Ministère de la Défense nationale.

7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire [PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes](#).

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **60,000.00 \$** (taxes applicables incluses).

7.11 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de ____ être déterminé__ \$, (*taxes applicables exclues*) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou ____ mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales [2005 \(2015-07-03\)](#), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) Les conditions générales supplémentaires 2010C (2015-07-03 Conditions générales - services (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (*s'il y a lieu*);
- h) l'Annexe « D », Formulaire de rapport de l'offre à commandes ;
- i) l'Annexe « E », Exigences en matière d'assurance (*s'il y a lieu*);
- j) l'Annexe « F », Code de conduite;

- k) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s)*).

7.12 Attestations

7.12.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

7.13 Clauses du guide des CCUA

SACC clause M3020C (2010-01-11) Statut et disponibilité des ressources
SACC clause A9062C (2011-05-16) Règlement du site des Forces canadiennes
SACC clause M3060C (2008-05-12) Attestation du contenu canadien
SACC clause C0705C (2010-01-11) discrétionnaire
SACC clause M3800C (2006-08-15) Estimations

7.14 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en **Nouvelle-Écosse** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010C (2015-07-03), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de **2010C (2015-07-03)**, Conditions générales - services (complexité moyenne ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix fermes, comme indiqué à l'annexe B pour un coût de _____ \$ (déterminée au moment de l'appel-up). Les droits de douane sont exclus les produits et services ou taxe de vente harmonisée est en sus, le cas échéant.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane *sont inclus* et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou

- c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,
selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.
- 4.

7.5.3 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.5.4 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

7.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales ainsi que le rapport de maintenance décrit dans l'énoncé des travaux du contrat.

Les factures ne peuvent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture a été achevée et que tous les rapports d'appels de services d'entretien liés aux travaux identifiés dans la facture a été reçue par le responsable du projet.

2. L'entrepreneur doit distribuer les factures et les rapports comme suit:

L'original et deux (2) copies des factures et des rapports de maintenance doivent être envoyés à l'adresse indiquée à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0102-15J435/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0102-15-J435

File No. - N° du dossier
HAL-5-75068

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.7 Assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à **l'annexe E**. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0102-15J435/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0102-15-J435

File No. - N° du dossier
HAL-5-75068

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE "A"

ÉNONCÉ DE TRAVAIL

Voir ci-joint.

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

PRIX :

Tableau 1 - PREMIÈRE ANNÉE

Prix pour couvrir la période allant de: 1 novembre 2015 au 31 octobre 2016

Description de l'article	Prix unitaire	Quantité estimée	Prix calculé
A. Taux horaire			
Durant les heures normales de travail			
1. Compagnon soudeur	____ \$/h	900 heures	\$
2. Apprenti soudeur	____ \$/h	400 heures	\$
3. Manoeuvre	____ \$/h	400 heures	\$
B. En dehors des heures normales de travail, y compris pendant les fins de semaine et les jours fériés			
4. Compagnon soudeur	____ \$/h	75 heures	\$
5. Apprenti soudeur	____ \$/h	125 heures	\$
6. Manoeuvre	____ \$/h	125 heures	\$
C. Matériaux			
Matériaux et stocks en magasin, prix net plus une marge bénéficiaire de 10 %			
Prix calculé total (1+2+3+4+5+6) (Aux fins d'évaluation seulement)			\$

Tableau 2 - ANNÉE D'OPTION UNE (1)

Prix pour couvrir la période allant de: 1 novembre 2016 au 31 octobre 2017

Description de l'article	Prix unitaire	Quantité estimée	Prix calculé
A. Taux horaire			
Durant les heures normales de travail			
1. Compagnon soudeur	____ \$/h	900 heures	\$
2. Apprenti soudeur	____ \$/h	400 heures	\$
3. Manoeuvre	____ \$/h	400 heures	\$
B. En dehors des heures normales de travail, y compris pendant les fins de semaine et les jours fériés			
4. Compagnon soudeur	____ \$/h	75 heures	\$
5. Apprenti soudeur	____ \$/h	125 heures	\$
6. Manoeuvre	____ \$/h	125 heures	\$
C. Matériaux			
Matériaux et stocks en magasin, prix net plus une marge bénéficiaire de 10 %			
Prix calculé total (1+2+3+4+5+6) (Aux fins d'évaluation seulement)			\$

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0102-15J435/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0102-15-J435

File No. - N° du dossier
HAL-5-75068

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Tableau 3 - ANNÉE D'OPTION DEUX (2)

Prix pour couvrir la période allant de: 1 novembre 2017 au 31 octobre 2018

Description de l'article	Prix unitaire	Quantité estimée	Prix calculé
A. Taux horaire			
Durant les heures normales de travail			
1. Compagnon soudeur	\$/h	900 heures	\$
2. Apprenti soudeur	\$/h	400 heures	\$
3. Manoeuvre	\$/h	400 heures	\$
B. En dehors des heures normales de travail, y compris pendant les fins de semaine et les jours fériés			
4. Compagnon soudeur	\$/h	75 heures	\$
5. Apprenti soudeur	\$/h	125 heures	\$
6. Manoeuvre	\$/h	125 heures	\$
C. Matériaux			
Matériaux et stocks en magasin, prix net plus une marge bénéficiaire de 10 %			
Prix calculé total (1+2+3+4+5+6) (Aux fins d'évaluation seulement)			\$

Aux fins d'évaluation, votre prix proposé sera le total des prix unitaires des tableaux 1+2+3, comme suit :

Somme des tableaux 1+2+3 et suivants seulement

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0102-15J435/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0102-15-J435

File No. - N° du dossier
HAL-5-75068

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Voir ci-joint.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0102-15J435/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0102-15-J435

File No. - N° du dossier
HAL-5-75068

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE "D"

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS

Rapport d'utilisation périodique

Dans le cadre de la présente Demande d'offre à commandes, des rapports doivent être présentés comme suit : (**Le rapport définitif doit comprendre une liste décrivant les travaux demandés représentant approximativement la valeur totale des commandes subséquentes à l'offre à commandes. ***). L'offrant comprend qu'il lui incombe de mettre en place un système de suivi des commandes subséquentes à l'offre à commandes afin de présenter des rapports d'utilisation et de voir à ce que les limites financières ne soient pas dépassées, à défaut de quoi l'offre à commandes pourrait être annulée.

Renvoyer à :

Public Works and Government Services Canada
Acquisitions
1713 Bedford Row / PO Box 2247
Halifax, Nova Scotia B3J 3C9
ATTN: Nancy Dunphy
nancy.dunphy@pwgsc.gc.ca

Standing Offer Description:		Standing Offer Number:			Start Date of SO (DD/MM/YYYY)		End Date of SO (DD/MM/YYYY)	
Total Value to Date \$		Total Value for Reporting Period \$			Start Reporting Period (DD/MM/YYYY)		End Reporting Period (DD/MM/YYYY)	
Departme nt requesting	Order Number on call-up	Item Description		Item Quantit y	Unit of Measure (each, litre, etc.)	Date of Order of call-up	Date of Delivery Start/ completion	Value of Order (not including HST/GS T)

ANNEXE "E"

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCE

1.0 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les

employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- o) Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- p) Modification de l'exclusion sur les engins nautiques, pour inclure les activités de réparation accessoires effectuées à bord des engins nautiques.
- q) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- r) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par

service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :
Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :
Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b) Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - c) Garantie non-assurance des tiers;
 - d) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - e) FMPO/SEF/FAQ n° 3 - Avenant relatif à la conduite d'automobiles de l'État.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0102-15J435/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
hal220

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0102-15-J435

File No. - N° du dossier
HAL-5-75068

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE F
INFORMATION REQUISE POUR L'ATTESTATION RELATIVE AU CODE DE CONDUITE
[DOIT ÊTRE REMPLIE PAR L'OFFRANT/LE SOUMISSIONNAIRE ET PRÉSENTÉE AVEC LA SOUMISSION]

Veuillez fournir le nom des entités suivantes, selon la nature du droit de propriété de l'entreprise.

1. Dans le cas d'une personne morale : le nom de chacun des membres actuels du conseil d'administration.

2. Dans le cas d'une entreprise individuelle ou d'un particulier faisant affaires sous le nom d'une entreprise : le nom de l'unique propriétaire ou particulier.

3. Dans le cas d'une coentreprise : le nom de tous les membres actuels de la coentreprise.

4. Dans le cas d'un particulier, le nom complet de la personne.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE



DEVIS

REPARATIONS ET TRAVAUX DE SOUDAGE MOBILE

14^e ESCADRE GREENWOOD

GREENWOOD (NOUVELLE-ECOSSE)

GESTIONNAIRE DE PROJET :

M. J. McMASTER

Tel. : 902-765-1494, poste 1531

TRAV. N° L-G111-9900/1042
J N° 435

2015 - 05 - 14

Section	Titre	<u>Pages</u>
	Division 01 - Exigences generales	
01001	Sornmaire des travaux	1
01005	Instructions generales	4
01500	Installations temporaires	2
01545	Exigences en matiere de securite	3
01546	Consignes de securite-incendie	4
01547	Matieres dangereuses	4
01560	Protection de l'environnement	3
01600	Materiel et materiaux	3
01710	Nettoyage	2
	Division 05 - Metaux	
05450	Travaux de soudure	3

- | | | |
|----------------------------------|----|--|
| <u>1 VISITE DES LIEUX</u> | .1 | Avant de presenter une soumission, l'Entrepreneur peut visiter les lieux et prendre connaissance de toutes les conditions susceptibles d'affecter son travail . |
| | .2 | Consulter l'ingenieur ou son representant pour s'informer des services disponibles, des espaces d'entreposage de materiel dont l'Entrepreneur peut avoir besoin et de l'accessibilite du site, et obtenir tous les renseignements qui pourraient influer sur la soumission de l'Entrepreneur. |
| <u>2 EMPLACEMENT DES LIEUX</u> | .1 | 14e Escadre Greenwood |
| | .2 | SI SAFT Det Aldershot |
| | .3 | Champ de tir Granville |
| | .4 | Maneges militaires de Middleton |
| <u>3 DESCRIPTION DES TRAVAUX</u> | .1 | En vertu du present Accord d'offre permanente, les travaux comprennent la main-d'oeuvre, les materiaux et l'equipement necessaires a l'execution des travaux conformement aux specifications et aux dessins du projet . |
| | .2 | Effectuer les travaux prescrits aux endroits suivants :
.1 selon les directives de l'Ingenieur . |
| | .3 | En vertu du present Accord d'offre permanente, les travaux auront lieu a un endroit ou les heures normales de travail sont :
.1 de 7 h 30 a 16 h, du lundi au vendredi inclusivement . |
| | .4 | D'une fa9on tres generale, les travaux comprennent ce qui suit :
.1 Les travaux vises par la presente offre a commandes comprennent la fourniture de toute la main-d'ouvre, des materiaux, du materiel et du transport requis pour effectuer les divers services de soudage visant les travaux mineurs de fabrication ou de reparation pour la construction et l'entretien de batiments, d'appareils et de systemes a la 14e Escadre Greenwood au fur et a mesure des besoins .
.2 Le nettoyage. |

1 REFERENCES

- .1 Code national du batiment (CNB) - Canada 1995, y compris tous les modificatifs intervenus jusqu'a la date de cloture de l'appel d'offre.
- .2 Cbde national de prevention des incendies du Canada (CNPIC) 1995, y compris tous les modificatifs intervenus jusqu'a la date de la cloture du projet.

2 NORMES ET CODES

- .1 La main-d'oeuvre devra etre d'une qualite elevee et uniforme, et strictement Conforme aux pratiques exemplaires selon l'interpretation de l'Ingenieur.
- .2 Les travaux doivent etre executes conformement au Code national du batiment et au Code national de prevention des incendies, ainsi qu'a tout autre code provincial ou local qui s'applique. En cas d'incompatibilite entre les dispositions de ces codes, les exigences les plus rigoureuses prevaudront.
- .3 Les travaux doivent satisfaire aux exigences des documents contractuels, des normes mentionnees, des codes et des documents auxquels renvoie le present devis, ou les depasser.
- .4 Les references a des normes locales, nationales et internationales dans le present devis font partie integrante du present devis et, par consequent, doivent etre lues de concert avec le devis.
- .5 Les travaux de qualite mediocre ou inferieure doivent etre repris de fa9on qu'ils soient de premiere qualite, sans frais pour le MON, a la demande de l'Ingenieur ou de son representant.
- .6 En cas de divergence entre des normes, les exigences les plus strictes auront preseeance.

3 COMPETENCES DE
L'ENTREPRENEUR

- .1 L'Entrepreneur doit prouver a l'Ingenieur qu'il dispose d'un personnel approprie et qualifie pour fournir les services prevus qui comprennent, notamment, le traitement de tous les appels de service dans un delai acceptable et la disponibilite sur place des pieces adequates permettant de satisfaire aux exigences des travaux, a la fois pendant les heures de fermeture et les heures normales de travail.

3 COMPETENCES DE
L'ENTREPRENEUR
(Suite)

- .2 L'Entrepreneur doit fournir la preuve que l'entreprise est dument enregistree aux fins d'execution de travaux de ce type et il peut etre tenu de fournir une preuve des services et des contrats anterieurs de cette nature
- .3 L'Entrepreneur doit presenter les preuves suivantes :
 - .1 l'enregistrement de l'entreprise aupres du Bureau canadien de soudage, conformement a la norme CSA W47.1;
 - .2 l'identification du soudeur aupres du ministere du Travail de la N.-E.
- .4 L'Entrepreneur doit pouvoir travailler avec les devis et les dessins officiels des que ces derniers sont disponibles .
- .5 Le Representant au service de l'Entrepreneur doit pouvoir suivre des consignes verbales et effectuer des croquis a la main lorsqu'il s'agit de projets de plus petite envergure qui necessitent une intervention immediate.

4 DOCUMENTS REQUIS

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants
 - .1 dessins contractuels;
 - .2 devis;
 - .3 addenda;
 - .4 dessins d'atelier verifies;
 - .5 ordres de modification;
 - .6 autres modificatifs au documents de l'Accord d'offre permanente;
 - .7 calendrier des travaux approuve;
 - .8 instructions d'installation et de pose fournies par les fabricants;
 - .9 les normes mentionnees dans la Partie 1 des sections du devis, sous la rubrique Normes et codes.

5CALENDRIER DES
TRAVAUX

- .1 Avant le debut des travaux, l'Entrepreneur doit planifier une reunion sur place avec l'Ingenieur, immediatement apres l'attribution de l'Accord d'offre permanente, afin de determiner les dates de debut et les calendriers des travaux, et de recevoir les instructions sur les procedures reliees a l'Accord d'offre permanente .
- .2 Une fois le calendrier approuve par l'Entrepreneur, prendre les mesures necessaires pour effectuer les travaux dans les delais prevus .
- .3 Ne pas modifier le calendrier sans l'approbation de l'Ingenieur.

5 CALENDRIER DES TRAVAUX (Suite)	.4	Dans le cadre de la presente offre a commandes, l'Ingenieur doit emettre une demande qui enonce les travaux ou les services requis (MAS 942).
-------------------------------------	----	---

6APPELS DE SERVICE	.1	Repondre aux appels de service a la demande de l'Ingenieur .
	.2	Effectuer les travaux selon les specifications et les instructions des fabricants du materiel .
	.3	Obtenir une autorisation ecrite de l'Ingenieur pour tout travail effectue qui necessite des modifications de conception du materiel et/ou des systemes .
	.4	Sauf indication contraire, les pieces defectueuses deviennent la propriete de l'Entrepreneur .
	.5	Soumettre une estimation des couts de reparations a la demande de l'Ingenieur avant d'effectuer les travaux. Les estimations doivent comprendre une ventilation de tous les couts de la main-d'oeuvre et des pieces .
	.6	Immediatement apres l'attribution de l'Accord d'offre permanente , fournir a l'Ingenieur le numero de telephone auquel l'Entrepreneur ou son representant peut etre joint en tout temps .
	.7	Effectuer les travaux dans les plus brefs delais .
	.8	L'Entrepreneur doit fournir un service d'appel d'urgence 24 h sur 24 pour la periode visee par l'Accord d'offre permanente .
	.9	L'Entrepreneur ne peut refuser de repondre a un appel de service de l'Ingenieur ou de son representant autorise et il doit commencer les travaux urgents dans les deux heures suivant l'appel.

7 EXIGENCES RELATIVES A LA SEANCE D'INFORMATION	.1	Recevoir l'information du chef des pompiers de l'Escadre a propos des regles et des restrictions de securite-incendie de l'Escadre .
	.2	L'Ingenieur doit organiser les seances d'information.

- | | |
|---|---|
| 8 UTILISATION DES
LIEUX PAR
<u>L'ENTREPRENEUR</u> | .1 L'Ingenieur doit informer 'Entrepreneur sur
!utilisation des lieux. |
| | .2 Eviter d'encombrer de fa9on excessive les
lieux avec des materiaux ou du materiel . |
| | .3 Executer les travaux de maniere a deranger le
moins possible les occupants des batiments . |
| | .4 Les moteurs a combustion interne doivent etre
munis de dispositifs antiparasites. |
| 9 REUNIONS DE
<u>PROJET</u> | .1 L'Ingenieur doit planifier une reunion
prealable aux travaux sur place, avant
l'entree en vigueur de 'Accord d'offre permanente . |
| | .2 Planifier des reunions sur une base
reguliere, aux moments et des lieux determines
par l'Ingenieur. |
| 10 HEURES DE
<u>TRAVAIL</u> | .1 Respecter les heures de travail a la 14e
Escadre Greenwood. |
| 11 EXECUTION
<u>DES TRAVAUX</u> | .1 Executer les travaux en causant le moins
d'inconvenients possible aux operations de la
base, et en assumer l'entiere responsabilite. |
| 12 ENVIRONNEMENT
<u>SANS FUMEE</u> | .1 Respecter les interdictions de fumer . |

- 1 ACCES .1 Amenager des voies convenables d'accès au chantier et en assurer l'entretien.
- 2 REMISES D'ENTREPOSAGE .1 Si l'Ingenieur le juge necessaire, fournir des entrepots etanches aux intemperies dotes de planchers sureleves pour entreposer les materiaux, les outils et le materiel qui risque d'etre endommages par les intemperies .
- .2 Installer les remises d'entreposage aux endroits indiques par l'Ingenieur.
- 3 STATIONNEMENT .1 Des places de stationnement seront disponibles sur le chantier. Administrer ces places et en assurer l'entretien conformement aux directives.
- 4 ALIMENTATION EN ELECTRICITE ET EN EAU .1 Le MDN peut assurer gratuitement l'alimentation temporaire en eau et en electricite aux fins de construction a differents endroits. L'Entrepreneur organisera et assurera l'alimentation en electricite et en eau la ou les installations existantes ne le permettent pas .
- .2 L'Ingenieur determinera les points d'alimentation et les limites quantitatives. L'autorisation ecrite de ce dernier est requise avant que tout raccordement ne soit effectue. Faire la connexion avec la source d'alimentation existante conformement au Code canadien de l'electricite .
- .3 Fournir, sans frais pour le MDN, tout le materiel et les conduites temporaires pour acheminer l'alimentation en eau jusqu'au chantier.
- .4 Les services temporaires assures par le MDN sont sujets aux exigences du MDN et peuvent etre interrompus en tout temps par le Representant du MDN sur place sans preavis ni acceptation de responsabilite pour les dommages ou retards causes par l'interruption desdits services.
-

- 5 INSTALLATIONS
SANITAIRES .1 Le MDN n'est pas oblige de fournir des installations sanitaires aux employes de l'Entrepreneur.
- 6 PROTECTION .1 Utiliser des panneaux d'avertissement et des barrieres. Les maintenir en bon etat jusqu'a la fin des travaux .
- .2 A la fin de chaque journee de travail, proteger les ouvrages finis de meme que les materiaux qui ont ete retires des locaux d'entreposage.
- 7 PANNEAUX ET AVIS .1 Panneaux et avis d'instructions ou de securite
.1 les inscriptions paraissant sur les panneaux et les avis d'instructions ou de securite doivent etre redigees dans les deux langues officielles. Les symboles graphiques doivent etre conformes a la norme CAN/CSA Z 321-96 .1
- .2 Entretien et enlevement de la signalisation sur le chantier :
.1 garder les panneaux de signalisation et les ecrans approuves en bon etat pendant toute la duree des travaux; les evacuer du chantier une fois les travaux termines, ou avant, a la demande de l'Ingenieur .
- .3 Fournir des panneaux a la demande de l'Ingenieur.
- 8 ENLEVEMENT DES
INSTALLATIONS
TEMPORAIRES .1 Enlever toutes les installations temporaires presentes sur le chantier lorsque l'Ingenieur en donne l'instruction.

1 MESURES DE
SECURITE EN
CONSTRUCTION

- .1 Appliquer les mesures de securite en construction requises par le Code canadien du travail, les reglements provinciaux, la commission d'indemnisation des accidents du travail et les statuts et autorites municipaux .
- .2 En cas d'incoherences ou d'ecarts entre des dispositions des autorites ci-dessus, determiner avec l'approbation de l'Ingenieur quelles exigences prevaudront .
- .3 L'Entrepreneur doit se conformer a tous les ordres permanents ou autres regles en vigueur a l'emplacement OU les travaux seront executes .
- .4 Les facteurs de risques dont l'Entrepreneur est la cause doivent etre marques par des panneaux d'avertissement et des barrieres .
- .5 Maintenir en bon etat tous les dispositifs, barrieres, panneaux et elements protecteurs semblables jusqu'a la fin des travaux en vertu du present Accord d'offre permanente, ou jusqu'a ce que l'Ingenieur exige leur enlevement .
- .6 Fournir et installer des signaux et des dispositifs d'avertissement comme il est prescrit a la Partie D, Signs and Devices, du manuel intitule Uniform Traffic Control Guide of Canada distribue par l'Association des transports du Canada .
- .7 Placer les signaux et les autres dispositifs aux endroits recommandes par ledit manuel et/ou aux endroits specifies par l'Ingenieur .
- .8 Rencontrer l'Ingenieur avant le debut des travaux afin de dresser une liste des signaux et des autres dispositifs necessaires a l'execution des travaux .
- .9 Entretien, tous les dispositifs de signalisation, c'est-a-dire :
 - .1 verifier les signaux tous les jours afin de s'assurer qu'ils sont lisibles, en bon etat, au bon endroit et qu'ils repondent aux besoins; nettoyer, reparer ou, selon le cas, remplacer les signaux afin d'en maintenir la clarte et la reflectance;
 - .2 enlever ou couvrir les signaux qui ne s'appliquent pas aux situations existantes, ces situations pouvant varier d'une journee a une autre.

- 2 PROTECTION .1 Prevenir les dommages aux batiments, aux elements de paysagement, aux bordures, aux trottoirs, aux arbres, aux clotures et a la propriete adjacente .
- .2 Nettoyer quotidiennement les aires de travail .
- .3 Enlever quotidiennement les materiaux a eliminer .
- .4 Se conformer aux exigences des lois, des reglements et des ordonnances en vigueur regissant la circulation et l'utilisation des chaussees sur lesquelles il est necessaire d'effectuer des travaux ou de transporter des materiaux, du materiel et de l'equipement .
- .5 Lorsque des travaux sont executes sur une chaussee en service, effectuer ce qui suit
- .1 disposer le materiel de maniere a causer le moins d'inconvenients et de risques possible aux usagers;
- .2 regrouper le materiel le plus possible, de preference du meme cote de la chaussee;
- .3 ne pas laisser de materiel sur la chaussee durant la nuit;
- .4 l'Entrepreneur est responsable de la securite du materiel et ne doit en aucun temps quitter le vehicule lorsque le materiel est en marche ou que le moteur tourne .
- .6 Aucune voie de circulation ne doit etre fermee sans l'autorisation de l'Ingenieur. Avant de detourner la circulation, installer une signalisation approuvee par l'Ingenieur .
- .7 Amenager des detours temporaires autour des lieux de construction d'une fa9on autorisee et approuvee par l'Ingenieur. Entretenir les surfaces afin d'assurer un roulement doux.
- 3 SURCHARGE .1 S'assurer qu'aucune partie de l'ouvrage ne supporte une charge susceptible de compromettre sa securite ou de causer une deformation permanente.
- 4 OUVRAGES .1 Concevoir et construire les ouvrages provisoires conformement a la norme CSA S269.1-1975.
- PROVISOIRES
-

- 5 ECHAFAUDAGES .1 Concevoir et construire les echafaudages
conformement **a** la norme CSA S269.2-M87.
- 6 ESPACES CLOS .1 Definitions :
.1 GC : Genie construction .
.2 IPO : Instructions permanentes
d'operation .
- .2 Suivre les IPO 04 du GC visant l'entree et le
travail securitaire dans les espaces clos
dangereux .
- .3 L'Ingenieur doit fournir **a** l'Entrepreneur un
exemplaire des IPO 04 et le renseigner sur
leur utilisation. Avant d'effectuer les
travaux, l'Entrepreneur doit confirmer avec
l'Ingenieur et les occupants du batiment si
l'emplacement des travaux comprend des espaces
clos dangereux identifies par la base.

PARTIE 1 - GENERALITES

- | | | |
|--|----|--|
| <u>1.1 EXPOSE DU
SERVICE DES
INCENDIES</u> | .1 | L'Ingenieur prendra les dispositions necessaires pour que le Chef des pompiers puisse transmettre les consignes de securite-incendie a l'Entrepreneur lors de la reunion precedant le debut des travaux. |
| <u>1.2 MARCHE A SUIVRE
POUR SIGNALER UN
INCENDIE</u> | .1 | Reperer le declencheur manuel d'alarme et le telephone d'urgence les plus pres et connaitre le numero de telephone a composer en cas d'urgence . |
| | .2 | Tout incendie doit etre signale sur-le-champ au service des incendies, soit :
.1 en actionnant le declencheur manuel d'alarme le plus proche; ou
.2 par telephone . |
| | .3 | La personne qui actionne un declencheur manuel d'alarme doit demeurer a proximite du declencheur afin de pouvoir diriger les pompiers vers le lieu de l'incendie des leur arrivee. |
| | .4 | La personne qui telephone aux pompiers doit leur indiquer le nom ou le numero du batiment ainsi que l'endroit ou l'incendie s'est declare; elle doit etre en mesure de confirmer les renseignements donnes. |
| <u>1.3 EXTINCTEURS
PORTATIFS</u> | .1 | Fournir les extincteurs portatifs necessaires a la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et des installations de l'Entrepreneur sur le chantier; les extincteurs fournis doivent avoir les caracteristiques exigees par le Chef des pompiers. |
| <u>1.4 OBSTRUCTION DES
ROUTES</u> | .1 | Informers a l'avance le Chef des pompiers de l'execution de tout element susceptible de gener la circulation des vehicules de lutte contre les incendies, par exemple la reduction de la hauteur libre sous le minimum qu'il aura prescrit, la mise en place de barrieres et l'excavation de tranchees. |

1.5 CONSIGNES
CONCERNANT LES
FUMEURS

- .1 Respecter en tout temps les reglements concernant les fumeurs.

1.6 DECHETS ET
MATERIAUX DE
REBUT

- .1 Accumuler le moins possible de dechets et de materiaux de rebut.
- .2 Il est interdit de bruler des materiaux de rebut sur le chantier.
- .3 Enlevement :
 - .1 debarrasser le site de tous les materiaux de rebut a la fin de chaque journee ou de chaque periode de travail, ou selon les directives.
- .4 Entreposage
 - .1 entreposer les dechets impregnes d'huile dans des contenants approuves afin d'assurer une proprete et une securite optimales;
 - .2 deposer, dans des contenants approuves, les chiffons et les materiaux impregnes d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de fa9on spontanee, puis les evacuer du site conformement aux exigences de l'alenea 1.63.3.1.

1.7 LIQUIDES
COMBUSTIBLES ET
INFLAMMABLES

- .1 Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformement aux exigences du Code national de prevention des incendies du Canada (edition en vigueur).
 - .2 On pourra garder sur le site, pour usage courant, jusqu'a 45 litres d'essence, de naphte, de kerosene, pourvu que ceux-ci soient entreposes dans des recipients approuves portant le label des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 45 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'execution de certains travaux devra etre autorise par le Chef des pompiers.
 - .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles a l'interieur des batiments ou sur les plates-formes de chargement.
 - .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles a proximite de flammes nues ou de tout dispositif generateur de chaleur.
-

1.7 LIQUIDES
COMBUSTIBLES ET
INFLAMMABLES
(Suite)

- .5 Il est interdit d'utiliser comme diluants ou comme produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'eclair est inferieur **a** 38 °C, comme le naphte ou l'essence .
- .6 Conserver le mains possible de dechets liquides inflammables ou combustibles sur le site; s'ils doivent etre elimines, les entreposer dans des contenants approuves ranges dans un endroit sur et bien ventile. Adresser toute demande d'eliminatibn de ces produits au service des incendies.

1.8 MATIERES
DANGEREUSES

- .1 Les travaux qui requierent l'emploi de matieres toxiques ou dangereuses, de produits chimiques et/ou d'explosifs ou qui presentent des risques pour la vie, la securite ou la sante doivent etre executes conformement aux exigences du Code national de prevention des incendies du Canada .
- .2 Obtenir du Chef des pompiers une autorisation de travail **a** chaud pour taus travaux, dans les batiments ou les installations, necessitant des operations de soudage ou de brulage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils generateurs de chaleur. Des mesures de securite speciales doivent etre prises pour proteger les personnes et les biens contre les dommages causes par le feu ou les explosifs .
- .3 Lorsque des travaux necessitant l'utilisation d'une source de chaleur sont executes dans des endroits ou il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la presence d'agents de securite-incendie equipes du materiel d'extinction approprie. Le Chef des pompiers determinera les zones ou il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de securite **a** prendre dans chaque cas. Il incombe **a** l'Entrepreneur de retenir les services d'agents de securite-incendie sur le site, selon les modalites etablies avec le Chef des pompiers lors de la reunion d'avant-projet .
- .4 Assurer une ventilation adequate et eliminer toutes les sources d'inflammation dans les zones ou des liquides inflammables, comme des vernis et des produits **a** base d'urethane, sont utilises. Informer le Chef des pompiers avant et apres l'execution de travaux necessitant l'emploi de tels produits.

1.9 RENSEIGNEMENTS .1 Adresser toute demande d'eclaircissements ou
ET/OU de renseignements additionnels concernant les
ECLAIRCISSEMENTS consignes de securite-incendie au Chef des
pompiers.

1.10 INSPECTIONS DE .1 Les inspections des lieux effectuees par le
SECURITE-INCENDIE Chef des pompiers seront coordonnees par
l'Ingenieur.

.2 Le Chef des pompiers doit avoir libre acces
au site.

.3 Collaborer avec le Chef des pompiers durant
les inspections courantes de securite-incendie
sur les lieux.

.4 Carriger immediatement toute situation jugee
dangereuse par le Chef des pompiers.

- 1 GENERALITES
- .1 Les entrepreneurs et leurs employes doivent lire et connaitre la presente section et ses exigences .
 - .2 L'Entrepreneur doit afficher, dans un endroit bien visible sur le chantier, la liste suivante des noms et numeros de telephone des personnes a contacter en cas d'urgence :
 - .1 14e Escadre Greenwood :
 - .1 le Chef des pompiers de l'Escadre (CP Ere) - poste 5473;
 - .2 l'Ingenieur - poste 1531;
 - .3 le 911.
 - .3 Les travaux exigeant la manipulation de matieres dangereuses doivent etre effectues par des travailleurs qui connaissent tres bien les risques associes a ces dernieres, de meme que la procedure a suivre pour les manipuler et les pratiques de travail securitaires connexes.
 - .4 Les contacts avec des matieres que l'on soup9onne etre dangeureuses mais n'ayant pas ete prealablement identifiees comme telles doivent etre signales a l'Ingenieur sur-le-champ; les travaux effectues dans la zone visee doivent etre interrompus jusqu'a ce que l'Ingenieur donne des directives .
 - .5 Lors de la manipulation de matieres dangereuses, les entrepreneurs doivent se conformer aux reglements et aux mesures en matiere de protection environnementale ou aux exigences ctes organismes oeuvrant dans ce domaine aux niveaux federal, provincial et municipal.
 - .6 Les requetes concernant les matieres dangereuses peuvent etre adressees a l'Ingenieur.

- 2 NORMES DE REFERENCE
- .1 CNPI 1995 - Code national de prevention des incendies - Canada 1995.
 - .2 CCT - Partie IV - Code canadien du travail .
 - .3 SIMDUT - Systeme d'information sur les matieres dangereuses utilisees au travail (Projet de loi federal C-70) .
 - .4 Loi sur les produits dangereux .
 - .5 Loi sur le controle des renseignements relatifs aux matieres dangereuses.
-

2 NORMES DE REFERENCE (Suite)	.6	Reglement sur la sante et la securite au travail.
	.7	Normes et reglements en vigueur concernant les produits non vises par la loi regissant le SIMDUT et destines a reglementer des categories specifiques de produits. Ces normes et reglements incluent, sans toutefois s'y limiter .1 la Loi sur les explosifs; .2 la Loi sur le controle de l'energie atomique; .3 la Loi sur les produits antiparasitaires.
3 DOCUMENTATION	.1	Lorsque les materiaux ou les produits chimiques fournis par l'Entrepreneur sont de nature dangereuse, ce dernier doit remettre a l'Ingenieur deux (2) copies de la fiche signalétique (FS) de chaque produit dangereux. .1 Les produits dangereux pour lesquels aucune FS n'a ete creee ne sont pas autorises sur la propriete du MDN. .2 L'information (les FS) concernant les matieres dangereuses connues ou suspectees comme telles peut etre obtenue aupres du Coordonnateur des matieres dangereuses, par l'intermediaire de l'Ingenieur.
4 PANNEAUX ET AVIS	.1	L'Entrepreneur doit afficher, sur le chantier, une copie de la FS de chacun des produits, afin de renseigner les travailleurs et les visiteurs au sujet de ces derniers. .1 Les travailleurs sur le chantier doivent se familiariser avec la FS de chaque produit. .2 Les panneaux et/ou les avis fournissant des instructions sur la securite doivent etre rediges dans les deux langues officielles OU presenter des symboles du SIMDUT facilement compris; ils doivent etre affiches dans des endroits bien en vue autour de la zone des travaux.
5 SECURITE DES TRAVAILLEURS	.1	Les travailleurs qui doivent manipuler des matieres dangereuses sur le chantier doivent porter tout l'equipement de protection individuelle (EPI) necessaire prescrit par Travail Canada et/ou le ministere du Travail de la province.

6 INDEMNITE .1 L'Entrepreneur assume la responsabilite et accepte d'indemniser le ministere de la Defense nationale et ses employes en cas de blessure ou de dommages resultant de l'utilisation de matieres dangereuses ou d'une exposition a ces dernieres.

7 CONFORMITE .1 En cas de divergence entre les exigences auxquelles renvoie dans la presente section et plus particulierement l'article 2 - Normes de reference, l'exigence la plus stricte s'applique.

8 LIVRAISON ET ENTREPOSAGE .1 Aux exigences de la Section 01005 - Instructions generales s'ajoutent les exigences suivantes relativement a la livraison et a l'entreposage des matieres dangereuses :
.1 les matieres et les produits chimiques incompatibles doivent etre entreposes separement en tout temps;
.2 l'Entrepreneur peut obtenir des eclaircissements, de meme que les noms des matieres et des produits chimiques vises aupres du Coordonnateur des matieres dangereuses de la base, par l'intermediaire de l'Ingenieur.

9 DEVERSEMENTS ET FUITES .1 En cas de deversement ou de fuite, aviser immediatement le Chef des pompiers de l'Escadre, ainsi que l'Ingenieur de la 14e Escadre/BFC Greenwood. Le Chef des pompiers de l'Escadre coordonnera et dirigera les travaux de nettoyage .
.2 Veiller a ce que personne ne se blesse jusqu'a ce que les autorites responsables arrivent sur les lieux et mettent en oeuvre les mesures permettant de delimiter et de securiser la zone de deversement .
.3 Les fuites et les deversements causes par la negligence de l'Entrepreneur ou par une erreur de manipulation de sa part doivent etre nettoyes aux frais de ce dernier.

10 NETTOYAGE .1 Aux exigences de la Section 01710 - Nettoyage s'ajoutent les exigences suivantes :
.1 tous les dechets contenant des matieres dangereuses doivent etre entreposes dans des contenants recommandes par le fabricant des

- 10 NETTOYAGE .1 (Suite)
(Suite) .1 (Suite)
- matieres dangereuses en question et etre
enleves du site **a** la fin de chaque journee de
travail;
- .2 l'elimination des materiaux de rebut
doit etre Conforme aux reglements du ministere
de l'Environnement et etre effectuee **a**
l'exterieur de **1a** propriete du MDN, dans des
decharges approuvees pour les materiaux vises.

- 1 FEUX .1 Il est interdit de faire des feux et de bruler des rebuts sur le site.
- 2 ELIMINATION DES DECHETS .1 Il est interdit d'enterrer des dechets et des materiaux de rebut sur le site.
- .2 Il est interdit de verser des dechets ou des substances volatiles, comme les essences minerales, l'huile ou les diluants, dans les voies navigables et les egouts pluviaux et sanitaires.
- .3 Les dechets doivent etre elimines dans des decharges approuvees pour les materiaux vises.
- 3 PREVENTION DE LA POLLUTION .1 Entretenir les installations temporaires destinees a prevenir l'erosion et la pollution qui ont ete mises en place dans le cadre du present **Accord d'offre permanente** .
- .2 Assurer le controle des emissions produites par le materiel et l'installation, conformement aux exigences des autorites locales.
- .3 Empecher les materiaux de decapage par jet de sable et les autres matieres etrangeres de contaminer l'air au-dela de la zone d'application en prevoyant des enceintes temporaires.
- .4 Arroser les materiaux secs et recouvrir les dechets afin d'eviter que le vent souleve la poussiere .
- .5 Enlever les dechets du site tous les jours afin d'eviter que le vent les entraine .
- .6 Abattre la poussiere sur les voies d'acces et de transport temporaires et permanentes, situees pres des aerodromes, dans la base ou pres des quartiers residentiels .
- .7 Empecher les sediments de penetrer les cours d'eau et/ou dans les ouvrages de drainage. Fournir des filtres a limon selon les directives de l'Ingenieur .
- .8 Fournir des dispositifs de lutte contre le limon et l'erosion conformement au « Handbook for Construction Sites » du ministere de l'Environnement de la Nouvelle-Ecosse et selon les directives de l'evaluation environnementale dans le cadre de ce projet.
-

4 MATERIEL ET
AVITAILLEMENT EN
CARBURANT

- .1 Tout le materiel qui sera utilise sur le chantier doit etre inspecte par l'Ingenieur, pour verifier qu'il ne comporte pas de fuite de produits petroliers. Le materiel en mauvais etat sera refuse sur le chantier, jusqu'a ce que les fuites soient colmatees a la satisfaction de l'Ingenieur .
- .2 L'avitaillement en carburant du materiel doit etre effectuee dans un endroit approuve par l'Ingenieur et situe a au mains 30 metres d'un cours d'eau ou de l'entree d'un egout pluvial, comme la grille d'un puisard .
- .3 L'avitaillement doit etre effectuee sur un terrain d'entreposage, si possible; le terrain doit etre nivele uniformement .
- .4 L'Entrepreneur doit signaler tout deversement de petrole a l'Ingenieur, peu importe la quantite deversee. Les deversements de plus de 75 litres doivent etre signales au ministere de l'Environnement de la province, par l'intermediaire de l'Ingenieur .
- .5 L'Entrepreneur doit conserver sur le chantier une trousse d'urgence en cas de deversement, qui doit au mains comprendre : une pelle, un contenant de 45 gallons, des materiaux absorbants en quantite suffisante pour absorber les produits petroliers necessaires au fonctionnement du materiel utilise sur le chantier. Ces quantites seront determinees par le Coordonnateur des matieres dangereuses de l'Escadre, M. A. Pearson, que l'on peut contacter au poste 5792 .
- .6 Le Coordonnateur des matieres dangereuses de l'Escadre doit informer l'Entrepreneur des mesures a prendre en cas de deversement sur un chantier .
- .7 L'Entrepreneur doit assumer les couts associes au nettoyage des deversements .
- .8 L'Entrepreneur doit nettoyer les deversements des que possible, selon les directives de l'Ingenieur .
- .9 Le materiel stationne toute la nuit ou sur la propriete du MDN doit etre gare a l'endroit indique par l'Ingenieur; un plateau d'egouttement en metal doit etre place sous le materiel, afin de proteger le sol contre la contamination par les produits petroliers. La protection fournie doit etre approuvee par l'Ingenieur.

4 MATERIEL ET
AVITAILLEMENT EN
CARBURANT
(Suite)

- .10 L'Entrepreneur doit entreposer les produits petroliers dans un endroit approuve par le Coordonnateur des matieres dangereuses de l'Escadre, dans des contenants identifies conformement **a** la loi regissant le SIMDUT. Le Coordonnateur des matieres dangereuses de l'Escadre doit donner des consignes **a** l'Entrepreneur lors de la secance d'information.
- .11 Les produits petroliers entreposes sur la propriete du MDN doivent etre enleves des la fin des travaux d'un projet.

- 1 GENERALITES .1 Utiliser des matériaux et du matériel neufs, **a** mains d'avis contraire.
- .2 Dans les sept (7) jours suivant la demande écrite de l'Ingenieur, soumettre les renseignements indiqués ci-dessous pour les matériaux et le matériel proposés pour l'approvisionnement :
- .1 le nom et l'adresse du fabricant;
- .2 le nom commercial, le modèle et le numéro de catalogue;
- .3 les données de performance, les données descriptives et les données d'essai;
- .4 les directives d'installation ou d'application du fabricant;
- .5 la preuve des dispositions concernant l'achat.
- .3 Utiliser des produits provenant d'un seul fabricant pour les matériaux et le matériel de même type ou classification, **a** mains d'indication contraire.
- 2 DIRECTIVES DU FABRICANT .1 A mains d'indication contraire, se conformer aux plus récentes directives imprimées du fabricant concernant les matériaux et les techniques d'installation.
- .2 Aviser l'Ingenieur par écrit de toute incohérence entre le présent devis et les directives du fabricant. L'Ingenieur désignera le document **a** utiliser.
- 3 FIXATIONS - GENERALITES .1 Fournir des accessoires et des pièces de fixation métalliques ayant les mêmes texture, couleur et fini que l'élément **a** assujettir. Eviter toute action électrolytique entre les métaux dissemblables. Utiliser, pour assujettir les ouvrages extérieurs, des attaches et des ancrages **a** l'épreuve de la corrosion.
- .2 Il importe de déterminer l'espacement des ancrages en tenant compte des charges limites et de la résistance au cisaillement afin d'assurer un ancrage solide en permanence. Les chevilles en bois ne sont pas acceptables.
- .3 Dissimuler les fixations aux endroits indiqués: les espacer de façon uniforme et les poser avec soin.
- .4 Ne pas utiliser des pièces de fixation qui pourraient causer l'effritement ou la
-

3 FIXATIONS - GENERALITES (Suite) .4 (Suite)
fissuration de l'element dans lequel elles sont ancrees.

.5 Obtenir l'autorisation du Representant ministeriel avant d'utiliser des appareils a charge explosive. Lorsqu'une telle utilisation est approuvee, se conformer a la norme CSA Z166-1975.

4 LIVRAISON ET ENTREPOSAGE .1 Livrer, entreposer et conserver les matériaux et le materiel emballes en gardant intacts le sceau et les etiquettes du fabricant .

.2 Empecher tout dommage, toute alteration et tout souillage des matériaux et du materiel lors de la livraison, de la manutention et de l'entreposage. Retirer immediatement des lieux les matériaux et le materiel rejetes .

.3 Entreposer le materiel et les matériaux conformement aux directives du fournisseur.

.4 Retoucher les surfaces endommagees finies en usine a la satisfaction de l'Ingenieur. Utiliser un appret ou une peinture email pour lui redonner son fini d'origine. Ne pas peindre les plaques signaletiques.

5 CONFORMITE .1 Si des matériaux ou du materiel sont assujettis a des normes ou a des exigences de performance, obtenir du fabricant, sui demande de l'Ingenieur, un rapport de laboratoire d'essais independant attestant que ces matériaux ou ce materiel satisfont aux exigences specifiees ou les depassent.

6COMPATIBILITE .1 Il est essentiel que les differents matériaux faisant partie du systeme de couverture soient compatibles les uns avec les autres. Fournir a l'Ingenieur une declaration ecrite certifiant que les matériaux et les composants du systeme de couverture sont compatibles.

7 OUTILLAGE ET MATERIEL .1 Ne pas utiliser de materiel a chauffe directe .

.2 Utiliser uniquement des fondeurs munis de thermometres ou de jauges en bon etat.

7 OUTILLAGE ET
MATERIEL
(Suite)

- .3 Placer les fendoirs dans un endroit sur, **a** l'exterieur du b&timent, 6u, si l'Ingenieur l'autorise, sur un toit incombustible, **a** un endroit ou il n'y a ni danger, ni risque d'enflammer des matieres combustibles situees au-dessous. Disposer les fendoirs en tenant compte de la direction des vents dominants et de l'emplacement des ventilateurs et des appareils de traitement d'air des b&timents, afin d'empecher toute infiltration de fumees ou de gaz dans les b&timents occupees des alentours .
- .4 Assurer une surveillance constante lorsque les fendoirs sont en marche; ces derniers doivent etre munis d'un couvercle metallique pour etouffer les flammes en cas de feu. Prevoir egalement des extincteurs appropriees approuvees par le Chef des pompiers de l'escadre .
- .5 Nettoyer frequemment les fendoirs et les autres materiels pour qu'ils fonctionnent efficacement. Les debarrasser regulierement de tout le bitume carbonise .
- .6 Pour epandre le bitume, employer seulement des vadrouilles en fibres de verre.

- 1 GENERALITES .1 Proceder aux operations de nettoyage et d'elimination de maniere **a** respecter les ordonnances locales contre la pollution et les lois.
- .2 Proceder **a** un nlevement quotidien des debris produits par les travaux et s'assurer que taus les obstacles pouvant presenter un danger sont enleves du chantier ou sont entreposes ou proteges adequatement **a** la fin de chaque journee de travail.
- .3 En tout temps, etre tres vigilant et veiller **a** ce qu'aucun debris ni autre obstacle pouvant presenter un danger ne soit laisse dans des endroits OU il compromettrait la securite.
- .4 Il incombe **a** l'Entrepreneur d'eliminer les debris **a** l'exterieur des proprietes du MDN, dans une decharge approuvee pour l'elimination des materiaux vises.

- 2DEFINITIONS .1 Dommage par corps etranger (FOD) : materiaux et/ou debris pouvant endommager un aeronef. Cette terminologie est utilisee dans les aeroports rattaches **a** la 14e Escadre Greenwood.

- 3MATERIAUX .1 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandes par le fabricant de la surface **a** nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.

- 4 NETTOYAGE PENDANT LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION .1 Prevoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'evacuation des debris et des materiaux de rebut.
- .1 Les conteneurs sur le chantier doivent etre munis d'un couvercle etanche, pour eviter que les debris soient souleves par le vent.
- .2 Il incombe **a** l'Entrepreneur de prevenir les FOD causes par l'execution de travaux dans le cadre du present Accord d'offre permanente.
- .3 Etablir l'horaire de nettoyage de sorte que la poussiere, les debris et les autres saletes soulevees ne retombent pas sur des surfaces humides fraichement peintes et ne contaminent pas les systemes du batiment.

5 NETTOYAGE
FINAL

- .1 Balayer les surfaces revetues en dur; balayer ou ratisser le reste du terrain.
- .2 Proceder **a** un nettoyage quotidien des debris produits par les travaux et s'assurer que taus les obstacles pouvant presenter un danger sont enleves du chantier ou sont entreposes ou proteges adequatement **a** la fin de chaque journee de travail.
- .3 A la fin des travaux prevus au present Accord d'offre permanente, debarrasser le lieu des travaux du materiel, des debris et de taus les materiaux declares comme excedentaires par le MON.
- .4 Le nettoyage final du chantier doit etre approuve par l'Ingenieur.

PARTIE 1 - GENERALITES

1.1 QUALITE D'EXECUTION ET CODE

- .1 Tous les travaux doivent etre effectues par un compagnon qualifie et certifie par la province de la Nouvelle-Ecosse. Tous les travaux doivent etre effectues conformement aux reglements et aux codes provinciaux .
- .2 A la demande de l'Ingenieur, fournir une verification de la qualification et du permis de soudage .

1.2 TRAVAUX INCLUS

- .1 Les travaux comprennent des travaux de brulage et de soudage oxyacetyleniques, de soudage **a** l'arc, de forgeage, d'usinage en atelier, de montage de conduites de vapeur, d'installation de pieces mecaniques, de toles fortes et de fa9onnage d'acier de construction, ainsi que d'autres travaux connexes aux metiers lies **a** la mecanique, au besoin .
- .2 Le soudage de conduites de vapeur **a** haute et basse pression et du materiel connexe.

1.3 NORMES. DE REFERENCE

- .1 Tous les travaux doivent etre conformes aux normes suivantes :
 - .1 CSA W47.1-92, Certification des compagnies de soudage par fusion des structures en acier .
 - .2 CSA W47.2-M1987, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium.
 - .3 CSA W48.1-M1991, Electrodes enrobees en acier au Carbone pour le SOUdage **a** l'arc .
 - .4 CSA W48.2-M1992, Electrodes enrobees en acier au chrome et au chrome-nickel pour le soudage **a** l'arc .
 - .5 CSA W48.3-93, Electrodes enrobees en acier faiblement allie pour le soudage **a** l'arc
 - .6 CSA W48.4-95, Metaux d'apport en acier doux pour le soudage **a** l'arc sous protection gazeuse
 - .7 CSA W48.5-M1990, Carbon Steel Electrodes for Flux-and Metal-C
 - .8 CSA W48.6-96, Bare Mild Steel and Fluxes for Submerged Arc Welding .
 - .9 CSA W48.7-M77, Hydrogene diffusible dans les metaux d'apport en acier doux et faiblement allie : methode d'essai .
 - .10 CSA W59-M1989, Construction soudee en acier (soudage **a** l'arc).

1.3 NORMES DE
REFERENCE
(Suite)

- .1 (Suite)
 - .11 CSA W59.2-M1991, Construction soudee en aluminium.
 - .12 CAN/CSA-W117.2-94 M87, Regles de securite en soudage, coupage et procedes connexes.
 - .13 CSA W178.1-1996, Qualification des organismes d'inspection en soudage.
 - .14 CSA W178.2-1996, Qualification des inspecteurs en soudage.
 - .15 CSA W186-M1990, Soudage des barres d'armature dans les constructions en beton arme.
 - .16 CSA B51-M95, Code sur les chaudières, les appareils et les tuyauteries sous pression.
 - .17 Normes MSS :
 - .1 SP-58-1979, Pipe Hangers and Supports Materials and Design.
 - .2 SP-69-1976 - Pipe Hangers and supports Section and Application.
- .2 L'Entrepreneur devra fournir une preuve d'accréditation avant de commencer les travaux qui suivent :
 - .1 les travaux de structure, autorises par le Bureau canadien de soudage, conformément aux exigences de la norme CSA W47.1-92, divisions 1 et 2, ainsi que de la norme CSA W47.2-M1987 (souhaitable, mais non obligatoire).
 - .2 les travaux sous pression, conformément aux sections VII et I du code ASME, a la norme CSA B51-M-1991, et aux exigences de la province de la Nouvelle-Ecosse.
 - .3 Il incombe a l'Entrepreneur d'obtenir les exemplaires des normes susmentionnées, comme il est exige en 3.1.1.

1.4 ESSAIS

- .1 Appareils/tuyauterie sous pression
 - .1 Fournir des raccords d'essai sur demande.
 - .2 Effectuer les essais hydrostatiques a une pression egale a 1,5 fois la pression de service du reseau ou a au mains 860 kPa, selon la pression la plus elevee.
 - .3 Il incombe a l'Entrepreneur d'obtenir l'autorisation de la province de la Nouvelle-Ecosse avant d'effectuer tout travail lie aux appareils/a la tuyauterie sous pression.
- .2 Tous les travaux
 - .1 Tous les travaux doivent faire l'objet de procedures d'essai reconnu cornrne une inspection visuelle, des essais

1.4 ESSAIS
(Suite)

- .2 Tous les travaux :(Suite)
 - .1 (Suite)
hydrostatiques, magnetiques et/ou par rayons X, et ce, **a** la discretion de l'Ingenieur .
 - .2 Tous les essais doivent etre effectues **a** la satisfaction de l'Ingenieur .
- .3 Les essais doivent etre effectues par le Representant de l'Ingenieur, et ce, aux frais de l'Ingenieur, **a** mains d'indication contraire .
- .4 L'interpretation des essais de toute soudure peut etre appliquee **a** toutes les soudures d'un meme lot .
- .5 Tout travail de qualite inferieure doit etre remplace aux frais de l'Entrepreneur et selon les directives de l'Ingenieur .

ANNEX C / ANNEXE C



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0102-15J435

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:
Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SC 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Unclassified

Canada

RECEIVED

AUG 14 2015

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0102-15J435

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	
DND		RCAF	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail To perform welding repairs and fabrication of mechanical and structural building components at 14 Wing Greenwood NS			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0102-15J435

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).